

INTERPELLATION URGENTE
du député Albert Pitteloud (UDC/SVP) et cosignataires concernant les
dysfonctionnements dans le projet R3: pourquoi le Conseiller d'Etat Rey-Bellet n'a-t-il
rien dit? (09.02.2009) 5.123

Au cours de diverses réunions de la commission des constructions et de l'équipement, j'ai fait état de problèmes hydrauliques et hydrogéologiques, de dépôts de matériaux ainsi que de filtrations importantes du Rhône vers la nappe phréatique, directement liés à la solution prônée par R3, soit "l'élargissement du lit du Rhône".

A plusieurs reprises, et non sans ironiser sur mes propos, vous avez affirmé par devant la commission des constructions et de l'équipement et par devant le parlement, que tous les ingénieurs mandatés par R3 avaient adhéré sans réserve à "l'élargissement" entendant par là que cette solution est scientifiquement la meilleure, voire l'unique et juridiquement la seule qui respecte la législation fédérale. C'était donc celle qui devait être mise en œuvre.

Les problèmes que j'ai soulevés sont confirmés par les ingénieurs mandatés par l'ADSA. Ils s'avèrent en fait plus nombreux et plus aigus qu'ils n'apparaissent de prime abord.

Samedi 7 février 2009, la presse s'est fait l'écho de graves lacunes dans l'étude du projet R3 et des mesures urgentes. Elle a obtenu ses renseignements de M. Philippe Bianco, ancien coresponsable de l'aménagement du tronçon Sierre – Martigny, ainsi que des lettres qu'il a adressées à l'Office fédéral de l'environnement et au Conseil d'Etat valaisan. Ces lettres dénoncent les responsables du projet R3 pour avoir:

- interprété tendancieusement les données, les résultats des études et les bases légales,
- écarté l'étude et l'évaluation d'autres variantes, pour
- imposer à tout prix la solution "élargissement",
aux dépens
- de la sécurité
- de l'environnement au sens large du terme,
- de l'économie

pour aller finalement à l'encontre de l'intérêt général du canton.

Question:

Peu avant la crue millénaire de l'an 2000, le Grand Conseil a chargé le Conseiller d'Etat de corriger une 3^{ème} fois le Rhône dans le but d'améliorer la sécurité, en sauvegardant toutefois l'aspect économique et en préservant l'environnement. Le Conseil d'Etat vous a transmis cette mission, je dis bien mission (!) qui a été subordonnée par votre département à "l'élargissement impératif du Rhône". C'est ainsi que la mission initiale du Grand Conseil a été travestie ou pour le moins trafiquée. C'est une faute gravissime.

M. Philippe Bianco a averti, par écrit, vos services de la dérivée du projet, avant de démissionner en 2007. M. Weber, ancien directeur technique du projet, vous a vraisemblablement quitté pour des raisons similaires à celles de M. Bianco. Vous étiez donc au courant, ou pouviez l'être, des irrégularités qui se passaient dans votre département.

Vous n'avez pas bronché, M. le Conseiller d'Etat!

Pourquoi?

Révélés par la presse, les dysfonctionnements évoqués dans cette intervention sont d'une indiscutable actualité. Il était imprévisible que la démission de M. Philippe Bianco, quoique remontant à 2007, soit révélée ces derniers jours seulement. Et des révélations aussi graves appellent des mesures immédiates visant à éviter que les dysfonctionnements dénoncés par l'un des anciens responsables du projet ne perdurent et pour assurer le Parlement, mais aussi la population valaisanne (en particulier tous ceux qui sont susceptibles d'être touchés inutilement par le projet R3), que le Conseil d'Etat a repris le contrôle de la situation dans l'intérêt général.

Sion, le 9 février 2009
(09h50)

Albert Pitteloud, député (UDC/SVP)
et cosignataires